

La Bohème

FEUILLE LOCALE
No 11 Avril 78

Prenez contact:
LMR, case postale 13,2500 Bienne 4

ligue marxiste révolutionnaire

POUR UNE REPONSE ACTIVE A LA CRISE

Les marchands d'illusions

Une fois encore le temps des élections revient! Avec lui son cortège de marchands d'illusions et de poudre aux yeux.

- Ainsi le Parti national romand (radical) appelle à voter "romand", pour **mieux** faire oublier qu'il est le défenseur zélé de toute la politique patronale,
- Ainsi le FDP (radical alémanique) mène sa campagne "pour l'ordre", "contre tous les extrémistes", pour mieux faire oublier qu'il est le parti du chômage, des licenciements, des baisses de salaires, le parti de Cincera et de son disciple Woodtli.

Voilà que les partis bourgeois se découvrent également une vocation féministe, vocation tardive au furet électoral marqué, eux qui sont les premiers à réduire les subventions aux caisses-maladie, réduction qui touche d'abord les femmes, les premiers également à proposer le retour des femmes à leur foyer,

Sans parler de la "question jurassienne" où, à Bienne, dans une "Unité bernoise", radicaux et socialistes jouent la carte de Geneviève Aubry contre Roland Béguelin. Belle perspective lorsque l'on sait que Force démocratique est à la pointe des atteintes aux droits démocratiques dans le Jura-Sud. Mais surtout, manoeuvres électorales, manoeuvres de diversion qui permettent de passer sous silence le déperissement de toute une région touchée par la crise horlogère.

Des fadaïses aussi pour tous ces partis qui prétendent défendre "mieux" les intérêts des Bernois et Biennoises, si les électeurs et électrices envoient un des leurs siéger à Berne: comme si les décisions de reconstruction de l'ASUAG ou de la SSIH, qui concernent la population biennoise, étaient prises au Grand conseil! Elles le sont dans les conseils d'administration là où patrons et banquiers s'entendent dans le plus grand secret pour accroître leurs profits sur le dos des salariés.

La fermeture de la GM, de la Centrale, celle de dizaines de petites entreprises horlogères ont montré combien sont inutiles dans ces cas les interpellations parlementaires. La démocratie

s'arrête à la porte de l'usine, comme d'ailleurs à celle de l'école ou de la caserne. Les partis de droite lancent pour ces élections des formules aussi éloquentes que creuses multipliant les promesses électorales. Ils soulèvent du vent pour masquer ce qui est justement eux les fauteurs du désordre existant. Eux qui, aux dernières élections, promettaient le plein emploi, la croissance économique et qui, aujourd'hui, demandent la "confiance" des électeurs-salariés. La farce est de mauvais goût! Car la crise économique a frappé de plein fouet la majorité laborieuse de la population. Elle a démontré mieux qu'il n'importe quel discours que c'est le régime capitaliste qui a fait faillite, amenant le chômage, une dégradation des conditions de vie et de travail pour l'ensemble des salariés.*que

SYNDICATS ET SOCIAUX-DEMOCRATES
OFFRENT LEURS SERVICES ...

A cette crise sans précédent, les directions syndicales et celle du parti socialiste n'ont pas apporté de solutions ouvrières comme celle, par exemple, de la réduction du temps de travail. Elles n'ont pas proposé d'alternative à la politique menée par le patronat et son état. Au contraire, elles se sont posées en loyales gestionnaires du système, sur les plans communal, cantonal et fédéral. Ainsi, USS et PSS ont défendu becs et ongles l'introduction de la TVA qui taxe d'abord les salariés; ainsi Ritschard et les conseillers d'Etat bernois socialistes ont soutenu la construction des centrales nucléaires de Gösigen, Leibstadt et Graben. Les directions syndicales se sont bornées pour l'essentiel à "aménager" la crise: lors de fermetures d'entreprises à Bienne (GM, Centrale), la FIMH a accepté des "plans sociaux" qui, non seulement entérinaient les licenciements, mais n'assuraient même pas les conditions minimales pour des reclassements. Au lieu donc de préparer une réponse active de la majorité des travailleurs sur les lieux de travail, dans les syndicats, la politique des organisations majoritaires dans le mouvement ouvrier a contribué à renforcer encore la passivité et la résignation.

ELECTIONS AU GRAND CONSEIL:

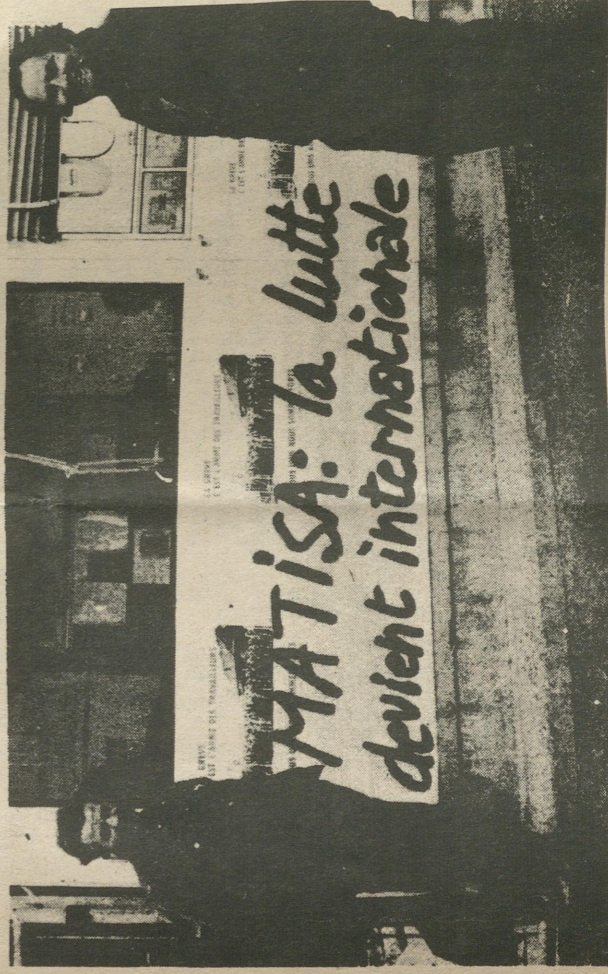
ASSEMBLEE DEBAT

pourquoi une gauche active ?

AVEC DES REPRESENTANTS DE LA LMR, DU POCH ET DU PdT

Jeudi 20 avril, 20h15
au restaurant St.Gervais, rue Basse

Pour une gauche active



La liste "POUR UNE GAUCHE ACTIVE" que nous présentons en commun avec le POCH et PdT au Grand conseil, a pour objectif essentiel d'affirmer que cette réactivation du mouvement ouvrier est possible et nécessaire. Nous appelons les travailleurs, les jeunes, les femmes, tous ceux et toutes celles qui ont ou n'ont pas d'emploi, à VOTER POUR LA LISTE 3 "pour une gauche active", pour renforcer et élargir une alternative à la politique de collaboration et de compromis pourri des directions du parti socialiste et des syndicats. Cela est certes encore insuffisant: il s'agit également de montrer qu'une autre politique est possible dans les faits, en s'organisant dans les syndicats, dans les mouvements contre les centrales nucléaires et pour la libération des femmes, dans les organisations qui défendent les droits démocratiques.

VOTEZ LISTE 3 "POUR UNE GAUCHE ACTIVE" LMR/POCH/PdT

Pour la campagne, versez au ccp 25-15 185

QUELLE POLITIQUE ALTERNATIVE POUR LE MOUVEMENT OUVRIER ?

Elle doit prendre pour base un principe :
N'ACCORDER AUCUNE CONFIANCE NI A LA BOURGEOISIE
NI A SON ETAT POUR DEFENDRE LES INTERETS DE LA
MAJORITE DES SALARIES. Car aussi bien sur le
plan des salaires, de l'emploi que sur celui
des impôts, de la santé, de l'éducation, pa-
trons et partis bourgeois mènent une politique
dans leurs propres intérêts.

Les travailleurs et leurs organisations ne
doivent pas accorder un milligramme de confi-
ance aux institutions de l'Etat pour résoudre
leurs problèmes, ils ne peuvent que compter
sur leurs propres forces pour contrer la poli-
tique patronale. Pour y parvenir, cela implique :

- l'unité de tous, suisses et immigrés, jeunes
et vieux, femmes et hommes, chômeurs et tra-
vailleurs,
- l'unité de toutes les organisations du mou-
vement ouvrier pour opposer le front le plus
large aux attaques du patronat,
- l'unité des organisations ouvrières et des
mouvements contre les centrales nucléaires et
pour la libération des femmes afin de les
appuyer dans la lutte spécifique qu'ils mè-
nent respectivement contre l'énergie destruc-
trice de l'environnement et pour les droits
des femmes.

CRISE REGIONALE

Crise régionale, crise horlogère
quelle issue ?

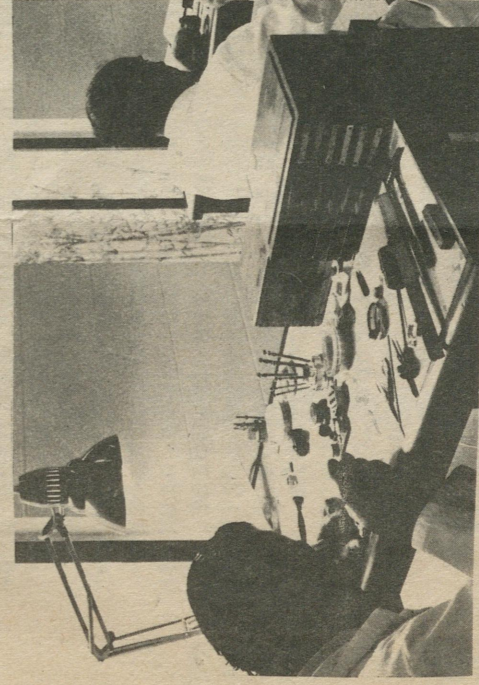
Même avant la récession, les trusts
de l'horlogerie n'ont jamais contri-
bué au développement harmonieux de
la région, ils ont surtout exploi-
té leur situation de principal em-
bauteur en bloquant les salaires,
en profitant particulièrement de
la main d'oeuvre immigrée et fémi-
nine. Aujourd'hui, malgré quelques
signes de reprise économique, la
situation ne s'améliore guère sur
le plan de l'emploi.

Quand ça allait encore bien

Dès le début des années soixante,
le patronat horloger commençait à
faire pression sur les salaires
alors que la productivité augmen-
tait en flèche, de 90 % de 63 à 73 !
A partir de 71, il bloquait les
salaires. En l'absence de riposte
ouvrière, les conditions étaient
remplies pour garantir de hauts
profits aux boîtes qui en période
de récession allaient rationnali-
ser en supprimant des emplois.

Bénéfices nets déclarés par l'ASUAG
pour les années 74/75: 6,1 millions
" " " 75/76: 4,0 millions

sans compter les nombreux inves-
tissements pour la rationalisa-
tion et la restructuration des
entreprises.



Quand ça va moins bien
Le temps du chantage

Si les travailleurs ne se mobili-
sent pas pour défendre leurs in-
térêts, la récession devient pour
le patronat le temps du chantage.

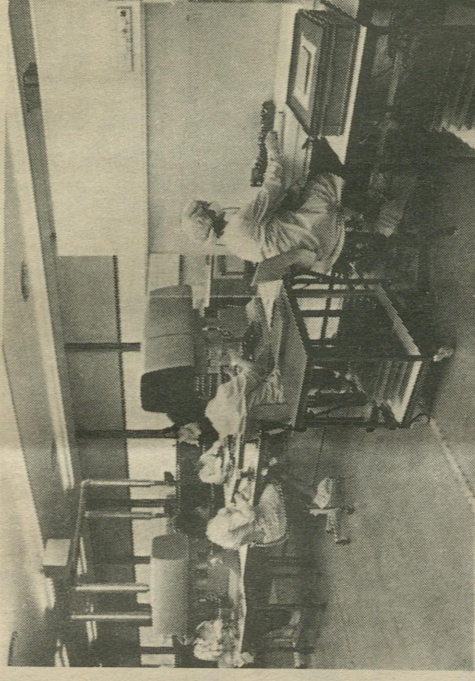
Au lieu de collaborer avec les partis bourgeois
et les patrons, au gouvernement fédéral, dans
les exécutifs cantonaux, autour des tables de
négociations, les directions syndicales, celle
du parti socialiste devraient discuter dans les
rangs des organisations ouvrières, ouvrir un
débat parmi les travailleurs sur la manière de
riposter à la politique de la bourgeoisie, sur
les revendications à avancer et les moyens de
les faire aboutir.

■ NE FAIRE CONFIANCE QU'EN SES PROPRES FORCES
signifie aussi S'ORGANISER DANS LES SYNDICATS
DEMOCRATIQUEMENT, pour préparer de véritables
actions syndicales, des assemblées sur les
lieux de travail, des débrayages même. Le dé-
veloppement et l'audience du Manifeste 77 dans
la FTMH montrent que cette voie est praticable,
les grèves de Dubied, Bulova, celle des typo-
graphes aussi.

■ NE FAIRE CONFIANCE QU'EN SES PROPRES FORCES
implique enfin un VERITABLE CONTROLE DES TRA-
VAILLEURS ET DE LEURS ORGANISATIONS SUR LEURS
CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL, un droit de
veto des travailleurs sur toutes les décisions
les concernant dans l'entreprise (rythmes de
travail, licenciements, grille des salaires
par exemple), l'ouverture des livres de comp-
tes des entreprises qui se disent en faillite
et qui fraudent le fisc (l'exemple le plus ré-
cent fut celui de la Schwartz), un contrôle
des syndicats et des apprentis sur des ateliers
publics d'apprentissage.

sont un marché de dupes. C'est
justement cette politique menée
par la social-démocratie dans les
années trente qui fit s'installer
à Bienne la GM avec la suite que
l'on connaît aujourd'hui.

Pour favoriser la création de pos-
tes de travail dans la région, les
organisations ouvrières doivent
revendiquer le financement (au ni-
veau fédéral et cantonal) par un
impôt spécial prélevé sur les hauts
revenus et les fortunes ainsi que
sur les profits des grandes ban-
ques, d'un fond destiné à la cré-
ation d'emplois, à la diversifi-
cation industrielle, fond placé
sous le contrôle des organisations
syndicales.



Lutter pour le maintien de l'emploi

De 1970 à 1976, 6881 emplois (dont
3768 dans l'horlogerie) ont été
supprimés à Bienne dans le secteur
"industrie, arts et métiers", ce
qui représente le 39 % des 17707
emplois que comptait ce secteur en
1970. Depuis cette date, ce sont
dans l'ensemble environ 10 000
emplois qui ont disparu à Bienne.
Si aujourd'hui l'hémorragie de
l'emploi connaît un arrêt momen-
tané, il n'y a pas de quoi pa-
voiser. Ce ne sont ni les "assuran-
ces" du Conseil municipal quant
à une éventuelle fermeture de Bu-
lova-Bienne, ni les rencontres de Bu-
Fehr avec les associations patro-
nales qui offrent de véritables
garanties contre les licenciements.
Il est temps de se mettre au tra-
vail dans les entreprises et les
organisations syndicales pour se
préparer à empêcher activement
toute nouvelle vague de licenci-
ments, toute nouvelle fermeture
d'entreprise.

NON A L'AUSTERITE



POUR LES 40 HEURES IMMEDIATEMENT

Le patronat, les autorités, la presse bourgeoise parlent de crise horlogère comme d'un phénomène naturel, face auquel une restructuration est nécessaire et inévitable. Mais en fait, les conditions des travailleurs de la branche ne font que se dégrader, et la région bernoise et jurassienne est particulièrement touchée :

* Entre 1976 et 70, 24.266 postes de travail ont été supprimés (dont 9096 pour le Jura et le canton de Berne),

* la production annuelle par travailleur a augmenté de 823 à 1181 pièces, soit 43,5% en 6 ans,

* et durant ces 6 années, les salaires réels n'ont augmenté que de 17,7%. En janvier 78 la moyenne des salaires horlogers se situait au 14ème rang de ceux de l'industrie avec 10,90Fr de moyenne horaire, juste avant ceux du textile, pourtant traditionnellement bas. Et dans cette moyenne il faut tenir compte du fait que les salaires des ouvrières - presque jamais mensualisés - ne représentaient que les 65% d'un ouvrier qualifié et 76% d'un ouvrier semi ou non qualifié !

Simultanément à la dégradation des conditions de travail, les salariés ont subi de graves attaques à l'ensemble de leurs conditions de vie quotidienne : augmentations des primes d'assurances maladie, diminution des budgets sociaux, fermetures de crèches, ...

C'est seulement par L'UNITE ET LA LUTTE FORGEES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL, AVEC L'APPUI SYNDICAL, que les travailleurs obtiendront :

- l'introduction immédiate des 40 heures par semaine sans diminution de salaires, comme mesure élémentaire face au chômage. Au moment où l'USS vient de retirer son initiative, ce combat est plus nécessaire que jamais;
- les quatre semaines de vacances pour tous, minimum. Le droit au loisir est un aspect vital du combat du mouvement ouvrier;
- le réajustement intégral des salaires et des hausses réelles pour tous. Pour que l'augmentation de la productivité ne serve pas à remplir les poches du patronat, mais représente une amélioration des conditions de travail, abolition des salaires aux pièces ou aux points et mensuration pour tous et toutes;
- les mêmes droits pour tous les travailleurs, suisses et immigrés. Le patronat ne doit plus pouvoir résoudre ses problèmes en renvoyant des catégories de travailleurs ne disposant pratiquement d'aucun droit;

FORGER L'UNITE POUR REVENDIQUER

La grève des typographes de Genève et de Lausanne, celle de Naville et, dernièrement celle de Firestone à Pratteln, nous ont rappelé que LA GREVE EST L'ARME DES TRAVAILLEURS et que CETTE ARME PAIE.

* C'est grâce à la grève-présion des typos genevois et au fait que 90% des typos syndiqués de toute la Suisse envisageaient des mesures de lutte, que leur syndicat, la FST, a obtenu que soient inscrites dans les conventions les 40 H graduellement jusqu'en 1980.

* C'est grâce à leur grève de 4 jours, que les travailleurs de Naville ont obtenu l'augmentation de salaires que le patron leur refusait depuis plusieurs mois. Dans l'industrie horlogère, le boom économique, puis les attaques patronales depuis la recession, ainsi que la politique anti-ouvrière de la FTMH, ont nui à la formation de l'unité nécessaire pour lutter. Aujourd'hui, l'apparition du MANIFESTE 77 au sein de la FTMH permet le regroupement de travailleurs qui, dans toutes les sections FTMH de la région horlogère, revendiquent une politique plus combative, une présence active du syndicat dans les entreprises et la non-reconnaissance de la société capitaliste basée sur le profit. En effet, la démocratie interne à la FTMH, le droit à la base de s'exprimer à tous les niveaux ne peuvent que renforcer la FTMH face au patronat. Tel est l'enjeu du MANIFESTE 77.

■ le refus de toute nouvelle TVA car c'est un impôt qui frappe de manière consommateurs-salariés de manière dégressive (moins on gagne, plus on paie proportionnellement); Prenons l'argent là où il est :

- imposition à 100% des revenus dépassant 100000Fr;
- halte à l'évasion fiscale et aux privilèges fiscaux;
- halte à la fraude fiscale;

■ la mise en cause de la double journée de travail des femmes à l'usine et au foyer, par la prise en charge collective des enfants et des tâches domestiques, par le droit à un salaire égal pour un travail égal, par le droit à une formation professionnelle, seule garantie pour qu'elles aient les mêmes droits que les hommes sur le marché du travail,

■ la protection des travailleurs-ses enceintes contre le licenciement et contre les travaux dangereux pour la grossesse;

■ le contrôle des conditions de sécurité et d'hygiène sur tous les lieux de travail, mesure élémentaire pour garantir la santé des travailleurs et travailleuses.

FEMMES

Femmes, organisons-nous pour défendre nos intérêts !

Les femmes sont les premières victimes de la crise. Dans l'horlogerie, 4 000 places de travail ont été supprimées entre 70-76 : plus de 59 0/0 était occupé par des femmes. Ce fait reste méconnu, même les syndicats le taisent, ou dans le pire des cas, le cautionnent. Pourquoi ? Parce que dans cette société, la fonction première de la femme est avant tout d'être mère, de mettre au monde des enfants et de s'en occuper.

Pour une assurance maternité

Et pourtant, la maternité reste une affaire privée, et c'est à la femme uniquement de prendre en charge l'éducation des enfants. Il faut que cela change, et un premier pas dans ce sens, c'est de créer une véritable assurance maternité, qui doit au minimum, accorder un congé payé de 1 semaine avec pleine compensation salariale, un remboursement de l'ensemble des frais liés à la grossesse et à l'accouchement, un congé parental d'un an, payé, à prendre soit par le père soit par la mère, une garantie de l'emploi. Son financement doit se faire sur le modèle d'une assurance véritablement sociale. Le projet d'initiative actuellement discuté par une série d'organisations et également par la commission féminine de l'USS semble aller dans ce sens, et il mérite le soutien le plus large.

NUCLEAIRE REVISION DE LA LOI NE PAS SE LAISSER BERNER

Partout à la radio, à la télé, dans la presse, on nous parle d'une loi sur l'énergie atomique qui, selon le projet de révision de la commission du Conseil national, serait devenue beaucoup plus sévère. Le porte-parole de la commission prétendait même que les propositions de révision signifiaient de fait un arrêt dans la construction de centrales nucléaires jusqu'en 1982.

Qu'en est-il au juste de cette révision de la loi sur l'énergie atomique? En gros, il s'agirait de donner à la procédure d'autorisation une apparence transparente. En introduisant une autorisation-cadre et la preuve du besoin, on voudrait nous faire croire que les trusts électro-nucléaires auront plus de difficultés à obtenir le feu vert pour construire des centrales. En réalité rien n'a changé: la population n'a toujours rien à dire au sujet de la construction de centrales. Le Conseil fédéral est la seule instance qui a le pouvoir de décider. En outre, les puissants trusts sont parfaitement en mesure de fabriquer si nécessaire une preuve du besoin. Comme le relève Jean Rosset dans "L'enjeu nucléaire", "presque toujours les pronostics sur la croissance de la consommation ont été établis par les milieux producteurs d'énergie pour lesquels l'énergie est essentiellement une marchandise dont il s'agit de tirer profit". Le but de ces manoeuvres est clair: en prévision de la votation sur l'initiative fédérale sur l'énergie atomique, on voudrait laisser croire que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Nous nous opposons à cette politique du Conseil fédéral et nous soutenons les revendications du mouvement anti-nucléaire :

- Pour un moratoire de 4 ans en matière d'autorisation et de construction de toute installation nucléaire !
- Arrêt immédiat des travaux et annulation des autorisations pour les centrales de Gösigen et Leibstadt !
- Pas de dépôts de déchets radio-actifs !
- Pas d'entreposage intermédiaire de déchets hautement radio-actifs à Lucens !
- Non à toute mesure répressive contre des opposants aux centrales nucléaires !

Avortement d'accord, contraception d'abord

Si la législation reste insuffisante sur la question de la maternité, elle est par contre ultra-répressive lorsqu'il s'agit de l'avortement. La loi dite des indications sociales qui sera votée le 28 mai, imposera un contrôle de plus aux femmes qui veulent avorter, et ne représente en aucun cas un pas vers la décriminalisation de l'avortement. Le canton de Berne avait accepté la solution du délai votée en décembre passé. Pourtant, pour une femme qui veut avorter, rien n'a changé : démarches humilantes, complications, souvent inutilitaires. Et surtout, l'information sexuelle reste encore totalement carente. Un centre public financé par l'Etat qui dispenserait une telle information est d'une réelle urgence. Il devrait également disposer d'un personnel qualifié qui serait disponible, par exemple, pour aller dans les écoles discuter avec les élèves de sexualité et de contraception. La lutte pour un tel centre qui a commencé depuis fin 77 doit regrouper la gauche dans son ensemble car elle répond à un besoin immédiat de la population.

Pour ne plus être les premières victimes de la crise, pour ne plus assumer seules la prise en charge des enfants, pour n'être plus forcées d'avorter, femmes, prenons en main nos intérêts, organisons-nous sur nos lieux de travail, dans notre quartier, dans les syndicats !

